

formes sociales à opérer sont tellement nombreuses et tellement importantes que les meilleurs esprits s'y emploient et s'y emploieront longtemps encore, avec la bénédiction de l'Eglise, et pour le plus grand bien de l'humanité. Mais il importe que leurs travaux soient éclairés par la science et guidés par la sagesse.

—Que pensez-vous des "trusts", des syndicats, des grandes corporations ? Il est de mode, aujourd'hui, de leur attribuer tous les maux dont souffrent les prolétaires.

—Je pense qu'on a tort. Dans l'état économique de la société contemporaine, les grandes corporations, c'est-à-dire les grosses agglomérations de capital s'imposent. Elles seules ont rendu possible le merveilleux progrès du commerce et de l'industrie dont chacun de nous bénéficie inconsciemment. Les compagnies de transports océaniques, les voies ferrées, entre autres, doivent leur existence aux grandes corporations. Qui, parmi vous, se priverait volontiers des services que vous procurent les tramways de Québec et les bateaux de la Traverse de Lévis ? Personne assurément.

Est-ce à dire que les grandes corporations n'ont point d'inconvénients et ne présentent point de dangers ? Non certes. Leur tendance naturelle à s'enrichir les pousse presque toutes à créer des monopoles. Et ces monopoles aboutissent à l'exploitation du public.

C'est pourquoi l'Etat doit exercer sur ces syndicats une exacte vigilance et fonder des "Commissions des Utilités Publiques" chargées d'entendre les plaintes du peuple et de réprimer les abus. Pour résumer ma pensée, je dirai que les grandes corporations, bonnes en soi, doivent, sous peine de dégénérer en calamités, demeurer soumises au contrôle de l'Etat.

—Que pensez-vous de la municipalisation, ou de la nationalisation des grands services publics, des chemins de fer, par exemple ?

—Mon Dieu, mes frères, nous touchons là des questions libres et je n'ai point le droit de vous imposer mes opinions. Mais, si vous tenez à connaître le fond de ma pensée, je vous dirai que j'éprouve une méfiance instinctive contre toute ingérence gouvernementale dans les sphères étrangères à l'administration proprement dite.

L'Etat est un mauvais économiste ; sa préoccupation politique domine toujours ses actes ; les emplois qu'il distribue vont moins au mérite qu'à l'influence. Somme toute, on peut dire que la nationalisation des services publics aboutit, d'ordinaire, à un déficit financier et à la démoralisation politique.

Ajoutons, pour être juste, que certaines villes font exceptions à cette règle et administrent à la satisfaction universelle les tramways et autres services dont elles ont pris la charge.

—Que pensez-vous, mon Père, des assurances ouvrières et des assurances pour la vieillesse dont l'Etat, en certains pays, en Allemagne, en Belgique, en France, en Angleterre, a pris tout récemment l'initiative ?

—Ce sont là des efforts dans la bonne direction que tout ami du peuple approuve, mais dont les détails très complexes n'ont point une égale valeur.

Arrêtons-nous pour aujourd'hui, et n'oublions jamais que le grand ami du peuple, c'est le Père du peuple, le Père céleste, sans la permission duquel aucun cheveu ne tombe, c'est le Fils de Dieu, Jésus-Christ qui a aimé les hommes jusqu'à donner son sang pour eux ; que la patrie, la vraie éternelle patrie où nous serons heureux, c'est le Ciel.—Amen.

Fr. ALEXIS, cap.